



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 27 – Octobre 2021

SOMMAIRE

1. Thème mensuel : les échanges commerciaux au 1^{er} semestre 2021 (p.1)
2. Le secteur minier au Panama (p.6)
3. Cuba : l'unification monétaire et ses conséquences (p.8)
4. 200 ans après l'indépendance, l'intégration régionale : un projet encore balbutiant (p.9)
5. Mexique : une hausse de la pauvreté et des vulnérabilités (p.12)
6. Focus statistique (p.16)

Zoom sur les échanges commerciaux au 1^{er} semestre 2021

Les échanges commerciaux des économies de la région ont été particulièrement impactés par l'arrêt des activités lié à la pandémie. Elles ont toutes connu une baisse impressionnante tant dans leurs importations (baisse de la demande intérieure en raison de la crise), que dans leurs exportations (baisse de la production en raison de la mise à l'arrêt des activités et baisse de la demande extérieure). Néanmoins, depuis le début de l'année 2021, ces échanges reprennent progressivement. On observe toutefois des divergences entre les différents pays de la région.

1. Mexique

Le Mexique a vu ses importations passer de 210 Mds USD au S1 2020 à 280 Mds USD au S1 2021 et ses exportations de 218 Mds USD à 276 Mds USD pour la même période, soit une croissance respective de 33,2% g.a. et 26,9% g.a.. En comparant le cumul de janvier à juillet 2021 par rapport à 2019 (période pré-pandémique), les importations globales du Mexique ont connu une augmentation de 5,8% et les exportations globales une hausse de 4% ; le commerce extérieur a ainsi déjà atteint une reprise complète.

Au sein des importations de biens, on observe une hausse de 32,7% g.a. des importations de biens de consommation finale au S1 2021. Les biens de consommation intermédiaire ont pour leur part crû de 23,8% g.a.. Quant aux importations de services, celles-ci ont connu une contraction de l'ordre de 1% g.a.

Pour ce qui est des exportations de biens, des variations hétérogènes de ses composantes sont à noter. Au sein des exportations de biens non pétroliers, l'agroalimentaire a connu une chute de 4,05% g.a. au S1 2021, tandis que le secteur minier a enregistré une hausse de 35% g.a. sur la même période. Les exportations du secteur manufacturier ont également augmenté de 22,5% g.a. entre le S1 2020 et le S1 2021. Enfin, pour ce qui est des exportations de biens pétroliers, celles-ci sont en augmentation de 56,9% g.a. sur la période.

C'est notamment en raison de la forte reprise économique dans le pays voisin, les États-Unis, que les indicateurs commerciaux du Mexique ont retrouvé leur niveau d'avant la pandémie. Sur le S1 2021, le Mexique est le premier partenaire commercial des États-Unis, représentant 14,7% du total des échanges américains, devant le Canada (13,8%) et la Chine (4,8%). Notamment, le commerce total entre les deux pays a augmenté de 32,2% au premier semestre 2021, totalisant 320 Mds USD.

Néanmoins, l'actualité commerciale du pays a été marquée récemment par des problèmes d'approvisionnement en semi-conducteurs. Le Mexique a importé des semi-conducteurs pour une valeur de 13,7 Mds USD de janvier à juillet 2021, soit 3,9 % de moins que la même période en 2019, avant la pandémie de COVID-19, selon les données du ministère de l'Économie. La pénurie mondiale de semi-conducteurs a entraîné une réduction de la production de véhicules automobiles au Mexique, ce qui a ralenti les exportations mexicaines de divers produits manufacturés et érodé la part de marché du pays vis-à-vis des États-Unis. Par rapport à la même période en 2020, les importations de semi-conducteurs sur le marché mexicain ont augmenté de 9,3 %. Au cours des sept premiers mois de l'année en cours, le Mexique a importé ces produits principalement de Malaisie (4,4Mds USD), de Chine (2,4 Mds), de Taiwan (1,6 Mds), du Vietnam (881 M) et des États-Unis (856 M).

2. Les économies du CA-4

La région Amérique centrale se distingue par une relative résilience de l'appareil exportateur en 2020 principalement grâce à la prédominance de l'agroalimentaire dans le mix. Les exportations avaient augmenté de 2,1% g.a en 2020 alors que les importations de la région se sont quant à elles effondrées de 14,5% sur la même année. En 2021, l'isthme centroaméricain poursuit – et non reprend – sa dynamique exportatrice avec une croissance de 27% g.a. sur le premier semestre de l'année.

Le Guatemala, premier acteur économique de la région, a vu ses exportations croître de 20% sur les six premiers mois de l'année, ses importations bondissant quant à elles de 39%. Le pays, fortement lié aux États-Unis, a pleinement profité de la forte reprise économique de la 1^{ère} puissance mondiale (+6,4% estimé pour 2021). Le café est le premier produit d'exportation (pour 557 MUSD à +19%) suivi par les épices (notamment cardamome) à 470 MUSD en hausse de 6%. Il convient de noter le fort développement de l'huile de palme (286 MUSD à +87%) dont les terres fertiles guatémaltèques s'accommodent parfaitement. L'industrie des médicaments s'est bien comportée, croissant de 25% à 139 MUSD. Les importations guatémaltèques sont aussi reparties à la hausse (+39%) représentant dès lors le double des exportations pour atteindre 10,6 Mds USD. Le pétrole compte pour 13% de celles-ci en augmentation de 74% en valeur et de 20% en volume. Les équipements de téléphonie représentent

le deuxième poste d'importation du pays à 402 MUSD suivi par les automobiles (321 MUSD) et les véhicules de transport de marchandises (297 MUSD).

Le Honduras se place comme la troisième puissance exportatrice de la zone avec 2,6 Mds USD d'exportations au premier semestre, en hausse de 14%. Celles-ci restent cependant près de trois fois inférieures aux importations (6,1 Mds USD à +43%), le pays étant fortement dépendant des hydrocarbures. Les importations de matières premières ont atteint 738 MUSD (+56%), illustrant la reprise économique du pays mais aussi la hausse des prix du pétrole. Concernant les exportations, le Honduras a pu capitaliser sur de belles ventes de café (premier producteur de la région), malgré le passage de deux ouragans en novembre détruisant une partie de la récolte.

El Salvador a été le deuxième pays le plus touché de la région par la crise de 2020, son PIB s'effondrant de 8,6% sur l'année. La reprise économique s'est faite de manière progressive, le PIB augmentant de 3% g.a. au S1 2021 notamment grâce à la reprise de l'appareil exportateur salvadorien, croissant de 39% sur la période. Les *maquiladoras*¹ ont repris à plein régime leur activité, augmentant de 103% sur les six premiers mois de l'année et comptant dès lors pour 67% des exportations. Les Etats-Unis restent le principal partenaire du pays, regroupant 30% des exportations. La Chine, dont El Salvador a reconnu la souveraineté face à Taiwan en 2018, représente 15% des importations salvadoriennes et profite de cette reconnaissance unique dans les pays du CA-4 comme porte d'entrée sur le marché centroaméricain.

Le Nicaragua, isolé politiquement et financièrement, se repose d'autant plus sur ses entrées de devises venant du commerce courant. Ses exportations ont rebondi de 19% g.a. sur les six premiers mois de 2021 grâce notamment à l'or, comptant pour 24% des exportations du pays et ayant crû de 61% pour atteindre 427 MUSD sur la période. Le pays reste cependant en déficit commercial important, ses importations ayant augmenté de 64% notamment via la très forte hausse de la facture pétrolière (de 372 % en valeur et 249% en volume) comptant dès lors pour 30% des dépenses d'importations du pays.

Dans ce contexte, la France a profité du fort rebond commercial de la région. Nos échanges commerciaux ont atteint 348 MUSD avec la région Amérique centrale sur le premier semestre 2021, en augmentation de 20,8% g.a. Les exportations françaises vers l'Amérique centrale ont atteint 240 MUSD en hausse de 22% alors que nos importations ont atteint 108 MUSD en hausse de 17%. La France représente dès lors le sixième partenaire commercial de la zone parmi les Etats-membres de l'Union européenne alors que l'accord d'association UE-Amérique centrale en vigueur depuis 2014 permet d'entrevoir de fortes opportunités de développement de notre commerce bilatéral.

3. Panama

Au 1er semestre 2021, l'augmentation significative des exportations panaméennes s'accompagne d'une diversification de celles-ci, réduisant peu à peu le déficit commercial du pays.

¹ Usines assemblant à bas coût des produits, notamment textiles, destinés à l'exportation.

Au 1^{er} semestre 2021, les échanges commerciaux du Panama semblent repartir à la hausse et s'élèvent à **6,9 Mds USD** à fin juin 2021. Bien que le pays soit encore très dépendant de l'extérieur (le Panama reste un pays d'importations et de réexportations, dont le déficit commercial oscille entre 10 et 12 Mds USD sur la décennie), **on remarque une augmentation significative et croissante depuis 2019 des exportations panaméennes** (les exportations panaméennes ont d'ailleurs augmenté de 13% pendant la crise covid), **croissance notamment portée par la mise en exploitation dès 2018 du projet Cobre Panama**. Au 1^{er} semestre 2021, les exportations panaméennes enregistrent une valeur de **1,7 Mds USD**, soit une augmentation de 108,7% par rapport au 1^{er} semestre 2020 (797,9 M USD), et sont donc essentiellement portées par les exportations de cuivre (856 M USD), destinées pour 40% d'entre elles au marché chinois (613 M USD). Par ailleurs, au 1^{er} semestre 2021, **on note une certaine diversification des exportations panaméennes** (+36% des exportations de crevettes, +13,6% des exportations de médicaments et +56% des exportations de bois), **phénomène à encourager par la mise en place d'une politique publique favorable à un soutien de l'industrie productive**, selon l'association panaméenne des exportateurs (APEX). De leur côté, les importations panaméennes, après avoir connu une chute de 36% de leur valeur en 2020, repartent doucement à la hausse, et s'élèvent à **5,2 Mds USD** au 1^{er} semestre 2021.

Le commerce extérieur du Panama reste avant tout extrarégional. Bien que le Costa Rica soit le premier partenaire centre-américain du Panama (3,5% des importations panaméennes proviennent du Costa Rica et 6% des réexportations de la zone franche de Colon se destinent au Costa Rica), 95% des exportations et 91% des importations panaméennes se font à l'extérieur de la région Amérique-Centrale. Le premier partenaire commercial du Panama, au 1^{er} semestre 2021, reste les Etats-Unis, qui représentent 30% des importations panaméennes et 19% des exportations panaméennes hors cuivre.

La zone libre de Colon (ZLC), 2^{ème} zone franche mondiale et 1^{ère} zone franche des Amériques, a été le plus affecté par la crise covid et a connu une baisse d'activité de 20% sur l'année 2020. Après un début d'année 2021 difficile (-4% d'activité entre janvier et février), la ZLC semble connaître depuis avril une réactivation de ses flux commerciaux, pour lesquels la Chine reste le 1^{er} partenaire commercial de la zone. Au premier trimestre 2021, les importations ont enregistré un total de **2,5 Mds USD**, soit une augmentation de 21% par rapport à l'année dernière. S'agissant des réexportations, celles-ci totalisent **3,5 Mds USD**, en hausse de 30,7% par rapport à 2020. Néanmoins, malgré cette reprise, l'activité de la zone franche se situe à 7,8% en dessous des résultats enregistrés sur l'année 2019, autrement dit avant la pandémie. Afin de relancer les transactions commerciales, et d'attirer de nouvelles entreprises au sein de la Zone, le Gouvernement panaméen porte aujourd'hui plusieurs projets de réformes relatifs à l'attractivité de la zone franche de Colon. Est actuellement en discussions sur les bancs de l'Assemblée Nationale un projet de loi qui envisage que les multinationales qui souhaitent s'installer au Panama sous le régime des services manufacturiers (EMMA) puissent opérer dans la zone franche de Colon. Egalement, le Gouvernement a récemment aligné le régime juridique applicable aux entreprises opérant dans la ZLC sur celui de la zone économique exclusive de Panama Pacífico, afin de permettre notamment aux entreprises de Colon d'embaucher au maximum 15% de travailleurs étrangers (le droit commun des entreprises fixant la limite de 10% de travailleurs étrangers).

4. Costa Rica

Au 1^{er} semestre 2021, le commerce extérieur costaricien repart à la hausse, avec pour bémol une augmentation du coût des importations pour le Costa Rica dans les mois à venir.

Au 1^{er} semestre 2021, les échanges commerciaux du Costa Rica s'élèvent à **17,1 Mds USD**. Les exportations costariciennes repartent à la hausse et s'élèvent à **7,1 Mds USD**, soit une augmentation de 28% par rapport aux premiers semestres 2020 (5,6 Mds USD) et 2019 (5,7 Mds USD). Les exportations costariciennes sont essentiellement portées par des appareils électroniques utilisés en sciences médicales (35% des biens exportés), exportations qui ont d'ailleurs augmenté de 42% par rapport au 1^{er} semestre 2020, ainsi que par les exportations de fruits qui représentent 22% des produits exportés (le Costa Rica est le 1^{er} exportateur mondial d'ananas). Procomer, agence de promotion des exportations des entreprises costariciennes, souligne avant tout la récupération significative des secteurs agricole et d'élevage et insiste sur l'importance de la diversification des produits exportables qu'offre aujourd'hui le Costa Rica. Quant aux importations, elles atteignent au 1^{er} semestre 2021 une valeur de **10 Mds USD** et sont avant tout portées par l'import de matières premières. **Il convient de souligner qu'importer pour le Costa Rica coûtera 6,6% de plus cette année.** L'importation d'intrants comme le pétrole, l'acier ou encore l'alimentation du bétail coûtera plus cher en 2021, notamment du fait d'une augmentation des prix des matières premières au niveau international. Le pétrole raffiné connaîtra par exemple une augmentation de son prix de 41,7%, entraînant une augmentation du prix des importations de 4,7% pour le Costa Rica.

Le manque d'intégration commerciale régionale caractérise également le commerce extérieur costaricien, qui, tout comme le Panama, **est avant tout extrarégional** : plus de 80% des exportations costariciennes se destinent à l'étranger et près de 93% des importations du pays proviennent d'en dehors de la zone Amérique-Centrale. Les principaux partenaires commerciaux du Costa Rica sont ainsi pour la plupart extrarégionaux : États-Unis, Chine, Pays-Bas, Belgique et Allemagne. Le Panama reste néanmoins un partenaire régional important pour le Costa Rica, qui exporte de nombreux produits alimentaires au Panama.

5. Cuba²

Les échanges commerciaux de biens entre la France et Cuba ont repris au 1^{er} semestre 2021 atteignant 73 M€ (+55,3%), après le déclin à 47 M€ advenu au 1^{er} semestre 2020 où ils avaient baissé de 57,4% par rapport à 2019. Ce regain s'explique à la fois par une augmentation de 51,2% des exportations françaises vers l'île (notamment des exportations de blé), et par la reprise des exportations cubaines de 83,9%.

Alors qu'elles restent largement motrices pour notre commerce bilatéral (87,6% de nos échanges au 1^{er} semestre 2021), **les exportations françaises vers Cuba se sont accrues de 51,2%** pour atteindre 64 M€ au S1 2021 (contre 42 M€ à la même période en 2020). Cette dynamique est presque exclusivement due à la croissance de 371% des exportations des « Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture » (**dont 99,9% étant du blé français**). Ce résultat est notamment dû à l'accord trouvé mi-2020 concernant les arriérés de paiement de Cuba sur la ligne de crédit court terme Cuba garantie par Bpi-AE ayant permis la reprises des livraisons de blé français. **Bien que la situation se soit améliorée par rapport à 2020, la valeur atteinte par les exportations française vers Cuba au S1 2021 reste largement inférieure à celle atteinte au S1 2019 avant le début de la pandémie (-37,7%).** En dépit de l'augmentation très nette des exportations françaises au S1 2021, la plupart des autres produits exportés par la France vers Cuba sont orientés à la baisse.

² En l'absence de données cubaines fiables sur le commerce extérieur du pays, cette partie se concentre sur le commerce bilatéral franco-cubain, sur la base des données des Douanes françaises.

Alors que le S1 2020 avait vu les importations françaises depuis Cuba tomber au plus bas (division par presque 2 par rapport à 2019), **la dynamique des importations est repartie à la hausse sur le 1^{er} semestre 2021 (+83,9%)**, revenant à un niveau supérieur à 2019 (+10,6%). La quasi-intégralité des produits importés ont suivi une tendance haussière, particulièrement les « Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture » (+48%), les « Produits des industries agroalimentaires » (+156,9%), ainsi que les « Produits métallurgiques et métalliques », **postes représentant à eux trois 93,5% des importations françaises depuis Cuba**. Néanmoins, ce regain est à mettre en relief de la faible diversité des exportations cubaines vers la France (principalement du rhum, des cigares et de l'or), et de la part relativement faible qu'elle représente dans le commerce bilatéral (12,4%).

Alors que les importations comme les exportations ont très nettement augmenté par rapport à 2021, **le solde commercial reste nettement positif au 1^{er} semestre 2021, à 55M€, avec une hausse de 46,9%** par rapport au S1 2020 (37,4M€). Cependant, ce dernier reste encore très largement inférieur à la valeur atteinte avant la pandémie au S1 2019 (94,6M€).

Le secteur minier au Panama

1. Bref historique des projets miniers au Panama

Le potentiel minier du Panama est significatif et identifié depuis le milieu des années 70, notamment s'agissant des réserves d'or et de cuivre.

Etat des réserves de minerai par sites (source : Chambre des Mines / 2014)

Cerro Colorado : 25 000 millions de livres (cuivre)
Donoso : 26 000 millions de livres (cuivre) + 7,3 millions d'onces (or)
Chorcha : 2 200 millions de livres (cuivre)
Monejon : 500 000 onces (or)
Cerro Quema : 750 000 onces (or)
Santa Rosa : 750 000 onces (or)
Remance : 100 000 onces (or).

Plusieurs processus d'octroi de concessions minières à des entreprises étrangères ont été tentés par les différents gouvernements qui se sont succédés au Panama depuis les années 90 sans succès notable. On peut citer, entre autres opérations :

- le permis d'exploitation délivré en 1997 à Petaquilla Gold (Monejon / or) mais dont la production n'a jamais été significative ;
- l'octroi d'une concession (or) à Orla Mining (Canada) sur le site de Cerro Quema jamais réellement mis en extraction ;
- en 2011, la tentative par le gouvernement panaméen de céder en concession l'exploitation du site de Cerro Colorado (cuivre), processus avorté suite à un fort mouvement de protestation de la part des populations indigènes ;
- en 2013, l'octroi d'une concession (or et argent associé) à l'entreprise Vera Gold au centre du pays dont l'activité n'a jamais véritablement démarré.

2. La constitution de Cobre Panama : le véritable démarrage de l'activité minière dans le pays

Le projet « Cobre Panama » (10% du capital contrôlé par le coréen KORES et 90% par First Quantum Minerals) a véritablement débuté sur le site de Donoso pour l'extraction de cuivre avec l'approbation de la concession par le Ministère de l'Industrie et du Commerce en décembre 2016.

L'entreprise, après un investissement total estimé à quelque 6 Mds USD, a démarré sa

production en 2019. Durant cette même année, son chiffre d'affaire a atteint 760 MUSD (production exportée dans sa totalité). Entre janvier et septembre 2020, la production du site a atteint 1305 MUSD (soit plus de 50% des exportations panaméennes de biens). Le potentiel maximal actuel en termes de valeur de production des installations est estimé à 2000 MUSD/an.

En 2020, l'activité de Cobre Panama est entrée pour 3,5% dans la constitution du PIB panaméen (source : Institut des Statistiques) et représentait en termes de population active 7 000 emplois directs et 32 000 emplois indirects (source : Chambre des Mines).

Enfin, dans le cadre de l'exercice 2020, les recettes budgétaires directes et indirectes de l'Etat panaméen engendrées par l'activité de l'entreprise se sont élevées à 433,3 MUSD dont 42,4 MUSD au titre des seules redevances liées à la concession (source : MEF).

3. L'avenir du secteur minier panaméen

La poursuite du développement du secteur minier panaméen est actuellement dépendante de plusieurs paramètres :

- **La légalisation du contrat de concession de Cobre Panama.**

En 2018, la Cour Suprême du Panama a déclaré inconstitutionnel le contrat de concession de Cobre Panama. L'entreprise canadienne a fait appel et le processus légal est toujours en cours.

- **La renégociation du contrat de concession de Cobre Panama.**

Parallèlement, Cobre Panama a entamé une négociation directe avec le gouvernement panaméen pour bénéficier d'une extension de sa concession à la production d'or (des réserves significatives d'or ont été

identifiées sur le site de Donoso). Le processus, là encore, est en cours.

- **La mise en exploitation d'autres sites miniers.**

Le gouvernement panaméen a fait de l'expansion des activités minières l'un de ses axes de développement s'agissant de l'investissement direct étranger, l'objectif étant la mise en production de nouveaux sites et notamment de celui de Cerro Colorado pour porter, à moyen terme, le poids de ce secteur aux alentours de 6% du PIB. Le succès de cette stratégie dépendra essentiellement de deux paramètres :

- L'issue légale qui sera réservée au contrat de Cobre Panama (en cas de décision légale défavorable à l'investisseur, les entreprises étrangères ne devraient pas se positionner sur les sites susceptibles d'être mis en concession) ;
- L'acceptation d'un développement minier soutenu par la société civile panaméenne. A cet égard, on rappellera utilement que le processus de mise en concession du site de Cerro Colorado (dont le potentiel de production de cuivre à ciel ouvert est réellement significatif) a été interrompu en 2011 suite à des protestations répétées des populations locales.

Cuba : L'unification monétaire et ses conséquences

L'unification monétaire effective depuis le 1^{er} janvier 2021, cumulée à une conjoncture économique difficile due notamment à la crise sanitaire et au durcissement des sanctions américaines envers Cuba, a entraîné le pays dans un cycle inflationniste avéré.

Suite à ce processus d'unification monétaire, le service économique de La Havane a mis en place un observatoire de l'impact de l'inflation sur les dépenses des ménages de la capitale cubaine sur une durée d'un semestre (février à juillet 2021), par des relevés de prix sur le terrain, pour étudier ces évolutions. L'objectif de cet observatoire n'est pas d'obtenir un chiffre précis concernant l'inflation à Cuba, mais de dessiner des tendances.

1. Une hausse généralisée des prix fixés par l'Etat

Une hausse généralisée des prix fixés par l'Etat a été mise en place au 1^{er} janvier 2021 en parallèle d'une augmentation des salaires des employés du secteur public ainsi que des pensions (en moyenne +400%). Cette hausse officielle des prix est consécutive à l'unification monétaire et cambiaire sur les entreprises publiques cubaines, pour lesquelles le taux de change a été dévalué de 96% (passant de 1 à 24 CUP pour 1 USD). Les coûts de production (salaires) ainsi que le prix des produits importés, ont donc considérablement augmenté et, par effet de chaîne, les prix de gros et les prix au détail également.

2. Un phénomène d'inflation réprimée visible sur les marchés noir

Dans le cadre d'un système économique centralisé, la plupart des prix sont fixés par les autorités cubaines. Cependant dans la pratique, une « inflation réprimée » est également observée. Le recours au marché parallèle pour les produits alimentaires et de consommation courante s'est intensifié à La Havane du fait des indisponibilités chroniques de produits sur le marché officiel. En moyenne globale constatée par le service économique, **un expatrié a recours au marché parallèle pour 20% de ses achats à Cuba et un Cubain pour 26%.**

3. La dollarisation grandissante de l'économie ...

Pour faire face à la crise de liquidité, exacerbée par les sanctions américaines et surtout la pandémie de la Covid-19, le pays commercialise désormais certains produits en « Monnaie Librement Convertible » (MLC), payés à partir d'un compte bancaire dédié dont les apports ne peuvent avoir lieu qu'en devises étrangères. Ces magasins en MLC vendent de l'électroménager et des produits de première nécessité (produits alimentaires, d'hygiène...) dont le ravitaillement n'est possible que dans ces magasins ou au marché noir à des prix prohibitifs. Les agences de change, faisant face à une pénurie de liquidités, ne peuvent garantir la convertibilité de la monnaie (taux officiel de 1 USD pour 24 CUP). La population locale est contrainte d'échanger sur le marché noir leurs pesos cubains avec une devise étrangère à des taux prohibitifs (1 USD = 65 pesos cubains, 1 EUR = 83 pesos cubains en septembre 2021).

4. La perte de pouvoir d'achat des cubains et des expatriés

Le coût de la vie en général a augmenté à Cuba et devrait continuer d'augmenter, sur les prochains mois et l'exercice 2021, à des niveaux

encore inconnus. **Selon le panier de produits et services étudié par l'observatoire, l'inflation observée sur les dépenses d'un Cubain depuis la mise en place de l'unification serait de 168%, alors qu'il est de 24% pour un expatrié.**

Aux dires mêmes des autorités cubaines, le phénomène d'inflation, certes prévu et anticipé, a dépassé leurs attentes avec des projections du gouvernement autour de 500% sur l'exercice 2021. *L'inflation est, avec d'autres facteurs sous-jacents, à l'origine du mécontentement de la population qui s'est exprimé de manière inédite lors des mouvements sociaux du 11 juillet 2021.*

200 ans après l'indépendance, l'intégration régionale : un projet encore balbutiant

1. Une intégration régulièrement promue ...

L'indépendance de la région (à l'égard de l'Espagne en 1821 puis du Mexique en 1823) marque le début de la République Fédérale d'Amérique centrale avec à sa tête Francisco Morazán, le « Simon Bolivar d'Amérique centrale ». Les premières années de la République ont directement été marquées par une instabilité sociale et économique. Les mouvements rebelles de provinces nicaraguayennes et salvadoriennes mettent à mal une assemblée constituante fédérale affaiblie par un bipartisme strict. Malgré des réformes sociales fortes telles que l'abolition de l'esclavage, le pouvoir régional échoue sur le plan économique, ne parvenant notamment pas à établir un système monétaire. La dynamique de

production et d'exportation de produits agroalimentaires n'ayant pu être mutualisée et l'opposition entre libéraux, conservateurs, fédéralistes et régionalistes surmontée, 16 ans seulement après sa création, la 1ère République centraméricaine fut dissoute après les déclarations d'indépendance du Nicaragua, du Honduras, puis du Costa Rica et du Guatemala. Au total, cinq tentatives d'intégration régionales auront lieu au cours du 19ème siècle, avec des résultats non concluants.

Au début du 20ème siècle, la mainmise des États-Unis sur les économies centraméricaines et notamment la production agroalimentaire empêche les pays de se structurer. Ils sont touchés de plein fouet par la dépression mondiale post 1929. L'appareil exportateur de la région a diminué de plus de moitié en une décennie alors que les pays abandonnaient à la même époque l'étalon or, aggravant l'instabilité monétaire de ces économies fragiles.

En 1960, les pays centraméricains établissent le cadre d'un marché économique commun, première pierre d'un processus d'intégration économique contemporain permettant l'amélioration des conditions sociales de la population. Cet axe développé durant deux décennies prend fin lorsqu'une crise sociale et politique éclate au Salvador durant les années 1970 alors que l'année 1979 marque la chute du dictateur Anastasio Somoza au Nicaragua. L'instabilité régionale se développe entraînant des crises migratoires et des dévaluations extrêmes des monnaies. Seul le Costa Rica se démarque par sa stratégie d'ouverture internationale, de développement des exportations et du tourisme. Les années 1980 sont aussi celles de l'ouverture démocratique des pays d'Amérique centrale et la première vague d'émigration vers les États-Unis, marquant le début d'envois importants de fonds.

L'année 2004 marque la ratification du traité de libre-échange entre les États-Unis et l'Amérique centrale, accélérant le phénomène d'économie de taille et de consolidation du marché

centraméricain. Le secteur bancaire, vecteur de stabilité dans la région, est l'objet d'importantes fusions et acquisitions. De plus, la dollarisation des économies de la région, marquée par le changement de monnaie officielle au Salvador en 2001 et son utilisation officieuse par les autres économies de la région, a permis un maintien de l'inflation faible et la poursuite de l'envoi de fonds des migrants.

2. ... Pour un résultat encore très embryonnaire

L'année du bicentenaire concorde avec une des périodes de crise pour les pays centraméricains. Fortement touchés par la crise du Covid-19 et le passage de catastrophes naturelles, les pays septentrionaux de la région ont vu leurs indicateurs socio-économiques fortement se dégrader, aggravant le fossé avec le Costa Rica et le Panama. La gestion de la crise sanitaire s'est faite en ordre dispersé et parfois erratique. El Salvador, seul pays du Triangle Nord reconnaissant la République populaire de Chine, a pu vacciner rapidement sa population au Sinovac (55% ayant reçu le schéma vaccinal complet). Le Panama et le Costa-Rica rouvrent progressivement leurs économies, 53% et 47% de leur population respective étant totalement vaccinée. A l'inverse, le Guatemala et le Honduras affichent des chiffres de vaccination encore modestes (respectivement 16% et 25% de leur population ayant reçu le schéma vaccinal complet). Le Nicaragua, qui communique quant à lui des données jugées peu fiables sur le nombre de décès, compte environ 5% de vaccinés. La coordination régionale a été inexistante, ni le SICA, ni le Parlacen n'ayant joué de rôle significatif dans la gestion de la crise sanitaire.

Principal organisme d'intégration régionale, le Système d'intégration centraméricain (SICA) a

été créé en 1993 dans le but d'étendre la coopération pour atteindre la paix régionale, la liberté politique, la démocratie et le développement économique. Ses mandats sur les thèmes transfrontaliers de la vulnérabilité de la zone face au changement climatique et du trafic de drogue notamment ont permis un début de coordination régionale. Les avancées régionales de la SICA se limitent cependant à des thèmes spécifiques (consensuels compte tenu de la règle d'unanimité), se heurtant au manque d'intérêt politique des pays membres et d'outils législatifs contraignants. L'organisation traverse par ailleurs depuis trois mois une crise politique, en l'absence de consensus pour la nomination du nouveau Secrétaire général, qui est supposé revenir au Nicaragua pour la période 2021-2025. Managua a en effet présenté une liste de candidats rejetée par les autres membres du fait de leur trop forte affiliation au régime et de leur absence d'expérience pertinente.

Principal bailleur de la région avec plus de 50% des financements externes octroyés, la Banque Centraméricaine d'Intégration Économique s'est en revanche muée en une réelle réussite régionale et un acteur crédible sur la scène internationale. Cette Banque de développement, dont le siège est à Tegucigalpa et opérant en Amérique centrale et en République dominicaine depuis 60 ans, a réaffirmé son rôle prépondérant durant la crise sanitaire, augmentant ses décaissements de 31% pour atteindre 2,5 Mds USD et ses approbations de projets atteignant 3,5 Mds USD sur l'année 2020. L'intérêt récent de grandes puissances étrangères telles que la Corée du Sud et le Royaume-Uni et la participation au capital de Taïwan permettent à l'institution d'accéder à d'autres sources de financements³ et d'affirmer sa position face aux principaux bailleurs continentaux et mondiaux

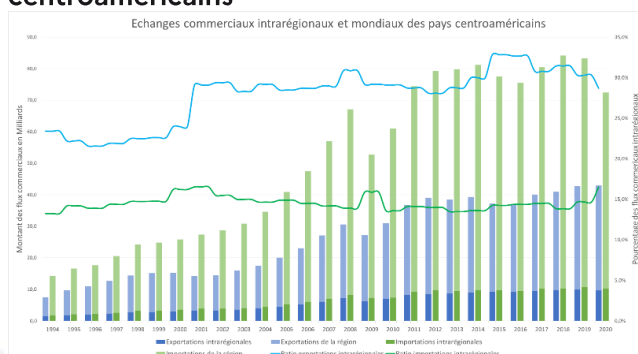
³ La Corée du Sud est entrée au capital de la BCIE en 2020 et a annoncé un fonds de cofinancement de projets d'infrastructures de 500 MUSD. Le Royaume-Uni a annoncé un programme d'appui à projets pouvant

amener à des financements et garanties britanniques (UKEF) allant de 1,5 à 2,5 Mds GBP selon les pays. La BCIE ouvrira par ailleurs des bureaux à Séoul dans les prochains mois.

Sur le plan politique, les divergences nationales semblent entraver les perspectives d'un approfondissement de l'intégration régionale. Créé en 1980, le Parlement centraméricain (Parlacen) représente la principale organisation politique. Siégeant au Guatemala, il n'a qu'un mandat consultatif sur les politiques des pays, limitant fortement son influence. De plus, les récents événements politiques (dérive autoritaire du gouvernement Ortega, cavalier seul du Président Bukele au Salvador, maintien en liste grise du GAFI du Panama) sont autant de points de frictions interdisant d'espérer un quelconque rapprochement politique du moins à court terme.

Le succès d'une Union douanière entre les pays du Triangle nord engagée en juin 2017⁴ permet cependant d'entrevoir des perspectives commerciales intrarégionales. Dans les quatre premières années de l'union, le commerce triangulaire a augmenté de 10%. Le Honduras est le pays ayant le plus profité des avancées douanières, augmentant notamment ses exportations de 24% vers le Guatemala entre 2016 et 2020. Le Guatemala a quant à lui vu ses exportations vers le Honduras et El Salvador augmenter respectivement de 12% et 9% sur la période.

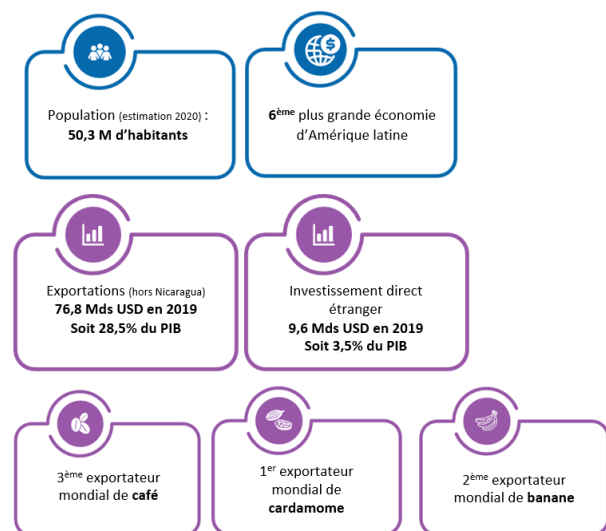
Graphique 1: Echanges commerciaux intra régionaux et mondiaux des pays centroaméricains



⁴ El Salvador a ratifié le protocole d'adhésion à l'union douanière en 2018.

Ce rapprochement commercial trouve son origine dans le Traité d'intégration économique centraméricain de 1960 signé par l'ensemble des pays de l'isthme et établissant un marché commun et une zone de libre-échange. Le Protocole de Guatemala en 1993 viendra préciser le cadre juridique et institutionnel pour l'adoption de l'Union douanière pour l'instant à deux vitesses et dont l'adoption par les pays du sud de la région reste encore à définir. L'Union européenne pourrait dans ce contexte jouer un rôle en se fondant sur l'accord d'association UE-Amérique centrale, dont le volet commercial est pour l'instant le seul en vigueur.

Annexe 1 : Principaux chiffres économiques de la région



Mexique : une hausse de la pauvreté et des vulnérabilités territoriales et sociales dans le contexte de pandémie

Le Mexique connaissait déjà un fort taux de pauvreté et d'extrême pauvreté antérieurement à la crise du COVID. La pandémie et l'arrêt des activités économiques, sans soutien de la part du gouvernement, ont aggravé cette situation et engendré une plus grande paupérisation de la population mexicaine. Cette situation est plus particulièrement exacerbée dans certains territoires et pour certaines catégories de la population. Tout l'enjeu pour le gouvernement et notamment le président, qui avait mis en avant la lutte contre la pauvreté lors de sa campagne, sera de renforcer l'efficacité et la couverture des politiques sociales afin de réduire la pauvreté, notamment pour les personnes les plus vulnérables.

1. Une hausse historique de la pauvreté suite à la crise

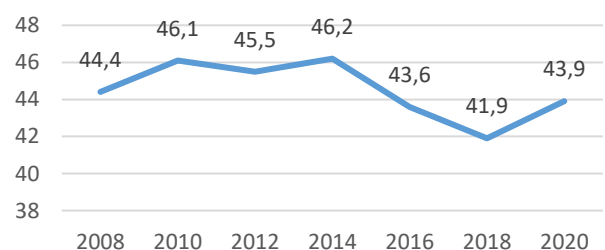
⁵ Au Mexique, le seuil de pauvreté ou de bien-être en fonction des revenus est fixé à 3 027,3 MXN, tandis que le

économique provoquée par la pandémie de COVID-19 ...

Evolution récente de la pauvreté et de l'extrême pauvreté

Le fait qu'une partie importante de la population soit en situation de pauvreté n'est pas un phénomène nouveau au Mexique. En 2008 déjà le taux de pauvreté atteignait 44,4%. Mais, alors que depuis son pic de 2014 (46,2%), la pauvreté avait entamé une trajectoire quasi ininterrompue de diminution, la pandémie de COVID-19 a conduit à une nouvelle accélération de celle-ci comme le révèlent les derniers chiffres du Conseil National de l'Evaluation de la Politique de Développement Social (CONEVAL). En raison de la crise économique provoquée par l'arrêt des activités liées aux mesures sanitaires au début de la pandémie, de nombreux Mexicains ont perdu leur emploi et le nombre de personnes en situation de pauvreté aurait augmenté de 7,3% soit 3,8 M de personnes entre 2018 et 2020. Ainsi, le taux de pauvreté atteindrait 43,9% de la population en 2020 contre 41,9% en 2019 (cf. graphique 1). Le pourcentage de la population vivant dans l'extrême pauvreté au Mexique est quant à lui passé de 7% à 8,5%⁵.

Graphique 1 : Evolution du taux de pauvreté depuis 2008 (%)



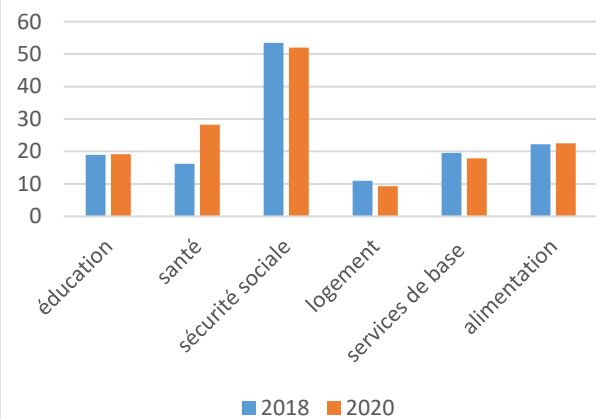
seuil d'extrême pauvreté est évalué à 1513, 6 MXN (CONEVAL, 2018).

Source : CONEVAL, IEPDS 2020.

La pauvreté multidimensionnelle est en hausse

La pauvreté n'est pas seulement un problème économique. Le CONEVAL considère la pauvreté de manière multidimensionnelle et la mesure en se basant sur une série de facteurs déterminants, à savoir : une bonne alimentation, l'accès à l'eau potable et l'électricité, la sécurité sociale, le logement, le retard éducatif, les revenus et la cohésion sociale. Aussi, entre 2018 et 2020, la pauvreté a augmenté dans la plupart de ses dimensions (cf. graphique 2). Le manque d'accès aux services de santé est l'indicateur de privation sociale qui a connu la plus forte expansion entre 2018 et 2020, selon les chiffres du CONEVAL. Alors que le manque d'accès à ces services en 2018 atteignait 16,2% en 2018, il atteint 28,2% en 2020, soit une augmentation de 12 points de pourcentage exposant les limites du système de santé mexicain, saturé face à la pandémie. Le retard éducatif s'est quant à lui maintenu presque constant entre 2018 et 2020, à 19,2%, contre 19% en 2018. Le manque d'accès à une alimentation nutritive et de qualité concernerait 22,5% de la population en 2020, contre 22,2% en 2018. En parallèle, la qualité et l'espace du logement (9,3% en 2020), l'accès aux services de base du logement (17,9%) et l'accès à la sécurité sociale (52%) ont connu des légères diminutions (entre -1,5 et 1,7 point). Le manque d'accès à la sécurité sociale demeure toutefois la dimension de vulnérabilité sociale la plus importante et toucherait ainsi 52% de la population, contre 53,3% en 2018. De manière générale, 67,6% de la population serait concernée par au moins une carence sociale, tandis que 23% de la population serait affectée par au moins 3 carences sociales en 2020. Le nombre de personnes concernées par au moins trois carences sociales a notamment connu une hausse de 16,8% entre 2018 et 2020. La pauvreté est donc un phénomène généralisée au Mexique, concernant la majorité de la population.

Graphique 2: Evolution des multiples dimensions de la pauvreté entre 2018 et 2020 (%)



Source : CONEVAL, mesure de la pauvreté au Mexique 2018-2020, août 2021.

Légende :

- Education = Retard éducatif
- Santé = manque d'accès aux services de santé
- Sécurité sociale = manque d'accès à la sécurité sociale
- Logement = manque de qualité et d'espace du logement
- Services de base = manque d'accès aux services de base du logement
- Alimentation = manque d'accès à une alimentation nutritive et de qualité

L'absence de réponse gouvernementale ?

Cette crise économique provoquée par la pandémie s'est transformé en une crise sociale notamment en raison du faible soutien à la population de la part du gouvernement mexicain. Ainsi, dans un pays où les amortisseurs sociaux et les dépenses sociales sont limités (4,3 % du PIB en 2020), AMLO a fait le choix de maintenir la politique d' « austérité républicaine » et de ne pas augmenter les

dépenses publiques malgré la crise. Le pays n'a dépensé, selon les estimations, que 0,7 % de son PIB pour faire face à la crise contre une moyenne de 3,1 % pour les pays émergents. Aussi, près de 12 millions de Mexicains se sont retrouvés privés d'emploi au plus fort de la crise. Néanmoins, le CONEVAL a relevé 53 interventions dont 31 de programmes monétaires et 22 actions non monétaires de soutien gouvernemental dans le cadre de la pandémie (attention médicale et psychologique pour les groupes les plus vulnérables, facilité de paiement, appuis alimentaires, etc). Malgré la mise en avant par le gouvernement de sa politique sociale, son efficacité interroge au regard de la hausse de la pauvreté monétaire.

2. ... qui masque néanmoins des disparités importantes

Des disparités étatiques

Les chiffres de la pauvreté nationale masquent des disparités entre territoires. Le Quintana Roo et la Baja California Sur sont les états où la population vivant en situation de pauvreté a le plus augmenté au cours de la période 2018-2020, selon le CONEVAL. Cela s'explique en partie en raison de l'arrêt des activités liées au tourisme durant la pandémie qui a particulièrement affecté ces Etats où ce secteur est le moteur essentiel de l'économie et donc l'un des principaux pourvoyeurs d'emplois. Le Quintana Roo a connu une hausse de la pauvreté de 63,4%, tandis qu'en Baja California Sur la pauvreté a augmenté de 58,1%. Néanmoins, les Etats où la pauvreté est la plus élevée sont le Chiapas (75,5%), Puebla (61,7%) et Oaxaca (62,4%). Les états où le taux de pauvreté est en revanche le plus faible sont la Baja California (22,5%), le Nuevo Leon (24,3%), Coahuila de Zaragoza (25,6%) et le Chihuahua (25,3%). Sur la même période, l'extrême pauvreté a augmenté davantage dans le Quintana Roo (de 3,8 à 10,6%),

Tlaxcala (de 3,3% à 9,8%) et le Yucatan (de 6,5% à 11,3%).

Des inégalités face à la pauvreté en fonction des caractéristiques individuelles

La pauvreté semble toucher davantage certains groupes sociaux. En effet, les jeunes sont davantage en situation de pauvreté que le reste de la population : le taux de pauvreté chez les moins de 18 ans est évalué à 52,6% en 2020 et chez les adolescents (12-29 ans) à 46,1%, tandis que chez les adultes (30-64 ans) il est de 39,5%. Les femmes sont également plus touchées par la pauvreté que les hommes : 44,4% d'entre elles étaient en situation de pauvreté en 2020, contre 43,4% des hommes. Les populations indigènes sont de même plus affectées par la pauvreté puisqu'en 2020 on dénombre 76,8% d'entre elles en situation de pauvreté quand le reste de la population non indigène connaît un taux de pauvreté de 41,5%. En milieu rural la pauvreté est accentuée. 56,8% de la population rurale est en situation de pauvreté en 2020, contre 40,1% de la population en milieu urbain.

3. La réduction de la pauvreté : un enjeu clé pour le président d'ici la fin de son mandat

L'impact des remesas et transferts monétaires sur la baisse de la pauvreté

Selon l'évaluation du CONEVAL, les transferts monétaires permettraient de réduire le taux de pauvreté de deux points de pourcentage : il est évalué que sans ces transferts le taux de pauvreté atteindrait 45,9%, contre 43,9% actuellement. Aussi, l'enjeu dans les années à venir sera de renforcer l'efficacité et la couverture de ces transferts monétaires pour réduire la pauvreté. Un autre enjeu intrinsèque à la baisse de la pauvreté dans les années à venir réside dans la place de plus en plus prépondérante qu'occuperont les transferts de fonds de

migrants dans les revenus totaux de certains ménages. En effet, en pleine pandémie ces « remesas » ont contre toute attente explosé, grâce à la solidarité interfamiliale persistante des Mexicains résidents aux Etats-Unis notamment. Ces transferts de fonds de migrants ont ainsi joué un rôle d'amortisseur économique contre le choc qu'a représenté le COVID-19. Leur pérennisation et utilisation productive⁶ sera donc un enjeu dans les années à venir.

Améliorer l'efficacité et la couverture des politiques publiques sociales sera indispensable

La crise du COVID-19 a accentué les défis sociaux auxquels le pays est en proie depuis des années. Néanmoins, dans le paquet économique 2021 du gouvernement, les priorités demeuraient les mêmes que pour 2020, à savoir le financement de programmes sociaux mis en place en 2019 et dont l'efficacité à lutter contre la pauvreté n'est pas encore prouvée. Aussi, le CONEVAL recommande à l'Etat mexicain de travailler sur la progressivité des transferts afin qu'ils bénéficient d'avantage aux ménages les plus vulnérables. Bien plus, renforcer la couverture sociale s'est révélé aujourd'hui plus que nécessaire dans le contexte de pandémie. Etant donné le lien étroit entre l'accès à la sécurité sociale et l'emploi, il serait nécessaire de renforcer les politiques publiques visant à engendrer des emplois formels et à inciter les travailleurs informels à transiter vers le système de sécurité sociale. De plus, le pays a pris un retard éducatif considérable en raison de la fermeture des écoles durant la pandémie et du manque d'accès à internet chez certaines familles empêchant de suivre correctement les cours à distance. Renforcer les programmes permettant de réduire l'abandon scolaire sera donc un enjeu majeur pour la réduction de la pauvreté dans les années à venir, selon le CONEVAL. Par ailleurs, définir des zones d'attention prioritaires (en fonction de la proportion de population indigène, des niveaux

de violence et de marginalisation) pour prendre en compte la diversité des territoires serait utile. La réduction de la pauvreté est un problème global qui nécessite des politiques publiques sociales cohérentes et complémentaires pour travailler sur l'ensemble des dimensions de vulnérabilité de manière synchronisée.

Commentaires: Même si le Président Lopez Obrador en conteste les chiffres, le récent rapport du CONEVAL montre que la crise du COVID-19 a accentué la pauvreté au Mexique, alors même que celle-ci avait connu une baisse ces dernières années. L'arrêt des activités et donc la perte de leur emploi pour de nombreux Mexicains, combinée à l'absence de soutien aux ménages de la part du gouvernement a conduit à une crise sociale multidimensionnelle où la majeure partie de la population a été précarisée. De nouvelles formes de pauvreté se sont notamment développées, comme la paupérisation des travailleurs (54,9 % en mai 2020). Dans les années à venir, le renforcement des politiques sociales (aussi bien en termes d'efficacité que de couverture) sera un enjeu majeur pour contribuer à la baisse de la pauvreté sous toutes ses dimensions.

⁶ Certaines études révèlent que ces « remesas » seraient utilisées dans les pays en développement comme des investissements en capital par des autoentrepreneurs ou entreprises, mais aussi pour investir davantage dans l'éducation, la santé ou les biens durables. Par ailleurs,

elles permettent de maintenir la consommation des ménages en cas de chocs. (Yang, 2007 ; Woodruff and Zenteno, 2007).

Focus Statistique

MEXIQUE		AMÉRIQUE CENTRALE						CARAÏBES			
		Guatemala	Panama	Costa Rica	El Salvador	Honduras	Nicaragua	Rep. Dom.	Haïti	Jamaïque	Trinité et Tobago
INDICATEURS INTERNES											
PIB Nominal (Mds USD 2020)	1 074	77,6	52,9	61,8	24,6	23,8*	12,6	78,9	14,5	13,9	21,6*
PIB / habitant (USD en 2020)	8 403	4 317	12 373	12 057	3 799*	2 397*	1 942	7 553*	1 235*	5 102*	15 424*
Croissance du PIB...											
...2020 (e)	-8,3 %	-1,5 %	-17,9 %	-4,0 %	-7,9%	-8,9 %*	-2,0 %	-6,7 %	-3,3 %	-10,0 %	-7,8 %*
...2021 (p)	6,2 %	5,5 %	11,9 %	3,9 %	9,0 %	4,9 %*	5,0 %	9,5 %	-0,7 %	4,5 %	-1,0 %*
Inflation moyenne (2020)	3,4 %	3,2 %	-1,5 %	0,7 %	-0,4 %	3,4 %*	3,7 %	3,8 %	22,9 %	5,2 %*	0,6 %
Taux de chômage moyen (2020)	4,4 %	-	18,5 %	19,9 %	8,7 %*	6,8 %*	7,3 %	5,8 %	-	-	-
Solde Budgétaire (2020) (Total ; Primaire)	-4,5 % ; -0,5 %	-4,9 % ; -3,2 %	- 10,0 % ; -7,7 %	-8,6% ; -3,9%	-8,2 % ; -3,8 %	-4,6 %* ; -3,7 %*	-2,2 % ; -1,0 %	-7,9% ; -4,6%	-2,2% ; -2,0%	-3,9 % ; 2,9 %	-11,8% ; -8,4 %
Dette Publique (% du PIB) (2020)	-61,1 %	31,5 %	66,3 %	67,5 %	89,2 %	51,3%	47,9 %	71,4 %	21,3 %	107,4 %	59,3 %
INDICATEURS EXTERNES											
Exportations FR (MEUR)											
...2020	2 614	46	360	63	36	15	8,4	99	45	37	33
...2019	3 667	67	577	70	31,3	35	9,5	124	44	23	31
...2018	3 275	58	457	57	208	18	9,4	119	51	29	29
Solde bilatéral pour la France	285 M€	-10 M€	348 M€	-175 M€	22 M€	-99 M€	-25 M€	-63 M€	33 M€	27 M€	-160 M€

Notes : Les données sont issues de la base de données du rapport *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2021 du Fonds Monétaire International et de données issues des douanes françaises. Les données concernant le Gouvernement (dette et situation budgétaire) concernent le Gouvernement central, à l'exclusion des entreprises publiques.

* Ces chiffres sont encore prévisionnels.